



DÉLIBÉRATIONS

PRÉSENTÉES LORS DU

CONSEIL MUNICIPAL

DU 12 AVRIL 2018

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisysesec.fr





Conseil municipal du 12 Avril		
DELIB_18_04_01	Direction de la voirie et de la circulation	Exonération des droits de voirie afférents à la construction du nouveau collège rue Lamartine
DELIB_18_04_02	Direction générale des services	Approbation du rapport de la CLECT du 17 décembre 2017
DELIB_18_04_03	Direction des Finances	Garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM Immobilière 3F destinée à financer l'opération du secteur Fontaine (phase 2) de 90 logements et du réaménagement des espaces extérieurs située "Quartier Boissière" à Noisy-le-Sec
DELIB_18_04_04	Direction des relations publiques	Attribution d'une subvention à l'association Noisy-le-Sec Environnement
DELIB_18_04_05	Direction du développement urbain et économique	Régularisation foncière d'une emprise sise 13 rue de l' Avenir à Noisy-le-Sec
DELIB_18_04_06	Direction des ressources humaines	Approbation du règlement intérieur de la collectivité de Noisy-le-Sec
DELIB_18_04_07	Direction des ressources humaines	Mise à jour du régime indemnitaire RIFSEEP pour les cadres d'emplois de la filière technique des agents de maîtrise et des adjoints techniques territoriaux
DELIB_18_04_08	Direction des ressources humaines	Mise à jour du tableau des effectifs
DELIB_18_04_09	Direction de la population et du guichet unique	Convention CAF concernant le tiers-payant pour les séjours enfance-jeunesse organisés par la ville
DELIB18_04_VOEU		attribution du nom de Françoise HÉRITIER pour le 4ème collège

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-01

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

✓

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

1 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION

EXONÉRATION DES DROITS DE VOIRIE AFFÉRENTS À LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLÈGE RUE LAMARTINE

Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI

La Ville de Noisy-le-Sec se mobilise depuis plusieurs années pour la construction d'un nouveau collège sur le territoire communal, considérant notamment le dynamisme démographique de sa population.

Ce soutien s'est notamment traduit par l'acquisition par la Ville des terrains d'assiette du futur collège, pour un montant total de 3,6 millions d'euros, puis la revente de ces emprises au bénéfice du Conseil Départemental pour l'euro symbolique. La Municipalité a également accompagné l'instruction puis délivré le Permis de Construire de ce futur équipement le 08 février 2018.

Le Conseil Départemental a également sollicité la Ville pour obtenir, à titre dérogatoire et exceptionnel, une exonération des droits de voirie afférents à l'organisation du chantier de construction de ce nouvel équipement.

Précisons qu'en l'absence de cette exonération, le conseil départemental aurait été soumis à un droit de voirie d'un montant de 1034 euros par jour. La durée du chantier étant estimé à 484 jours, l'exonération s'élève à 500 477 €. Cette somme s'ajoute aux 3,7 millions d'euros d'ores et déjà investis par la Ville pour accompagner ce projet et porte donc l'enveloppe à ce projet à environ 4,2 millions d'euros.

Soucieuse de poursuivre l'effort d'accompagnement et de soutien de ce projet d'intérêt général, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'acter le principe, à titre dérogatoire et exceptionnel, de l'exonération totale des droits de voirie afférents à ce chantier, pour l'intégralité de ce chantier.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général du code des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2213-6,

Vu la délibération 2017/03-20 fixant les droits de voirie et de terrasse sur la commune de Noisy-le-Sec,

Vu la demande effectuée le 15 mars 2018 par la société CBC pour une occupation du domaine public de 517 m² sur 16 mois,

Considérant la démarche de mobilisation de la Municipalité pour la construction du nouveau collège sur le territoire communal,

Considérant l'intérêt que constitue la création d'un nouveau collège à Noisy-le-Sec,

Considérant la nécessité de favoriser la construction du nouveau collège à Noisy-le-Sec en exonérant l'entreprise qui réalise les travaux du collège des droits de voirie pendant la durée du chantier,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

L'entreprise CBC est autorisée à occuper le domaine public pour toute la durée du chantier du collège de Noisy-le-Sec situé 1-17 rue Lamartine et au 65-81 avenue de Bobigny.

Article 2 :

L'entreprise CBC est exonérée des droits de voirie afférents à cette autorisation pendant toute la durée du chantier.

Article 3 :

Le maire est autorisée à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Corinne Bord ne prend pas part au vote (absente)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-02

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

2 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT DU 17 DÉCEMBRE 2017

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Suite à la création au 1^{er} janvier 2016 de l'Établissement Public Territorial « Est Ensemble », la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), acte les modalités de valorisation à travers le Fonds de Compensation des Charges Transférées (FCCT) des missions, compétences et équipements transférés à l'Établissement Public Territorial.

La CLECT s'est réunie le 13 décembre 2017 et a approuvé à l'unanimité des membres présents le contenu du rapport annexé à la présente délibération.

Selon ces travaux, le FCCT pour la Ville de Noisy-le-Sec s'établit pour l'année 2018 à 11 099 030 €, décomposé à hauteur de 8 948 789 € pour la part fiscale (reversement de la fiscalité perçue par la Ville pour le compte du Territoire), 214 710 € pour la fraction dite « d'équilibre », 12 047 € au titre de la compétence Renouvellement Urbain et 1 923 484 € au titre de la valorisation du transfert de la compétence « Médiathèque », suite aux précédentes décisions du Conseil Municipal.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport doit être soumis, suite à son approbation en CLECT, aux assemblées délibérantes des villes membres de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le rapport issu de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 13 décembre 2017.

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu de Code général des collectivités territoriales, notamment des articles L.5211-5 et suivants,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C,

Vu le rapport en date du 19 février 2018 de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) réunie le 13 décembre 2017,

La commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) réunie le 13 décembre 2017.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. —

Corinne Bord ne prend pas part au vote (absente)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée



Le Maire

Laurent Rivoire

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-03

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

3 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DU SECTEUR FONTAINE (PHASE 2) DE 90 LOGEMENTS ET DU RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS SITUÉE "QUARTIER BOISSIÈRE" À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 26 juillet 2016 relative à l'opération de réhabilitation du secteur Fontaine, phase 2 de la réhabilitation du quartier Boissière, réhabilitation de 90 logements et réaménagement des espaces extérieurs de 90 + 28 logements à Noisy-le-Sec.

Détail de l'opération :

Réhabilitation des logements,

- Isolation des façades, des combles et des caves,
- Réfection de la ventilation et révision des menuiseries extérieurs,
- Remplacement des chauffe-bains,
- Mise aux normes électriques des logements,
- Réfection des pièces humides dégradées,
- Remplacement des portes de hall et du contrôle d'accès,
- Réfection des cages d'escalier,
- Révision des gaines techniques,

Réaménagement des espaces extérieurs,

- Création de points enterrés pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif,
- Mise en séparatif de l'assainissement et réfection des réseaux existants,
- Réfection des allées, des voiries et des stationnements existants,
- Réfection du réseau d'éclairage et pose de nouveaux candélabres,
- Aménagement d'une aire de jeux et réfection des plantations (arbres, arbustes, pelouse)

Le Plan de financement de l'opération:

<u>Ressources :</u>	<u>Montant</u>	<u>En %</u>
Prêt CDC – PAM	1 705 000 €	55,11
Prêt CDC – PAM Eco-prêt	1 080 000 €	34,91
Total prêt CDC dont la garantie communale des emprunts est sollicitée.	2 785 000 €	90,02
Fonds propres	308 910,50 €	9,98
TOTAL	3 093 910,50 €	100,00

En contrepartie de la garantie, la ville conserve son contingent initial de 18 logements répartis par typologie :

- 3 logements de type T1
- 4 logements de type T2
- 6 logements de type T3
- 3 logements de type T4
- 2 logements de type T5

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 785 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 24/04/2018

Reçu en préfecture le 24/04/2018

Affiché le 24/04/2018

SLO

ID : 093-219300530-20180412-DELIB_18_04_03-DE

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 26 juillet 2016 concernant l'opération de réhabilitation du secteur Fontaine, phase 2 de la réhabilitation du quartier Boissière, réhabilitation de 90 logements et réaménagement des espaces extérieurs de 90 + 28 logements à Noisy-le-Sec par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu le contrat de prêt n°70938 en annexe signé entre Immobilière 3F, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de deux millions sept cent quatre-vingt-cinq mille euros (2 785 000 euros),

La commission des finances consultée,

D É L I B È R E

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total deux millions sept cent quatre-vingt-cinq mille euros (2 785 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°70938 constitué de deux lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-04

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

4 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION NOISY-LE-SEC ENVIRONNEMENT

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre de la politique de soutien au monde associatif, la ville attribue annuellement des subventions, complétées par des aides indirectes sous forme de mises à disposition de salles, de cars, de matériel, de reprographie.

Cette association, créée en 2010, a pour but la protection des milieux naturels, des espèces animales et végétales, de l'air, de l'eau, des sols. Elle promeut également la découverte de la nature et agit pour l'aménagement harmonieux du territoire.

Pour l'année 2018, l'association a pour projets :

- des sorties de découverte de la nature à Noisy-le-Sec et dans le département de la Seine-Saint-Denis, ouvertes au public, en fonction de la météo.
- l'inventaire de la faune et de la flore, à Noisy-le-Sec et dans le département de la Seine-Saint-Denis. Les prélèvements naturalistes seront transmis aux banques régionales de données. Cette activité est ouverte au public, toute l'année.
- participation à la Fête de la nature avec opération « sauvages de nos rues dans un quartier de Noisy-le-Sec ». Cette activité est ouverte au public.
- des chantiers natures ouverts au public, avec l'entretien de mares, à Noisy-le-Sec et dans le département de la Seine-Saint-Denis.
- participation à la brocante sans déchet du Haut-Goulet, le dimanche 16 septembre. Pédagogie et sensibilisation au tri, à la réduction de déchets et au compostage.
- Suivi du compostage de l'école Bayard, de Noisy-le-Sec, avec apport de broyat et actions de pédagogie en direction des personnes du quartier qui participent à l'opération.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir voter une subvention d'un montant de 500 euros (cinq cents euros) à l'association Noisy-le-Sec Environnement.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Considérant qu'il convient de faciliter la poursuite des activités des associations par l'attribution de subventions,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise le versement d'une subvention d'un montant de 500 euros (cinq cents euros) à l'association Noisy-le-Sec Environnement.

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense des crédits prévus au budget de l'exercice 2018.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Patrick Lascoux ne prend pas part au vote (membre de l'association bénéficiaire de la subvention)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-05

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

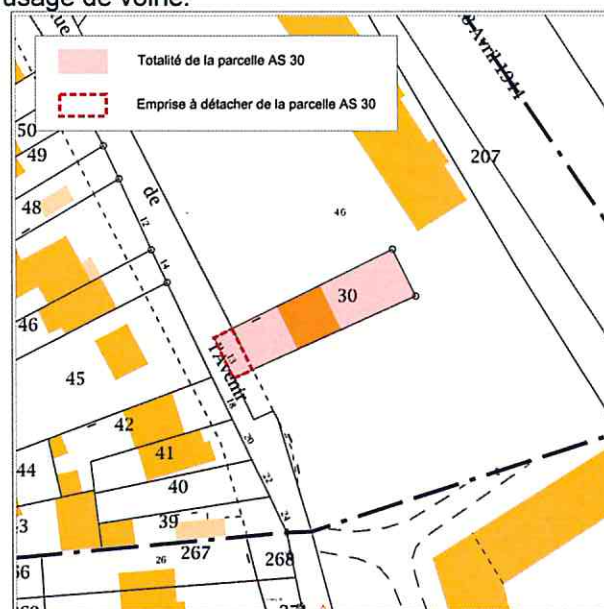
5 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE

RÉGULARISATION FONCIÈRE D'UNE EMPRISE SISE 13 RUE DE L'AVENIR À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Madame Yveline JEN

Le plan local d'urbanisme de la ville mentionne les différentes servitudes d'utilité publique affectant le territoire communal. Figurent au sein de ces servitudes, les servitudes d'alignement et notamment celle située au niveau de la rue de l'Avenir.

La ville a été sollicitée au cours de l'été 2017 par Monsieur et Madame OUAHCHI, propriétaires d'une parcelle située au 13 rue de l'Avenir, afin d'entamer une procédure de régularisation foncière de voirie. En effet, une portion du terrain en question, cadastré section AS n°30 est concernée par cette servitude. Bien qu'appartenant à Monsieur et Madame OUAHCHI, cette fraction de terrain est aujourd'hui située sur le domaine public pour un usage de voirie.



Le plan de la servitude, en annexe de la présente délibération, identifie clairement l'objectif, aujourd'hui accompli, d'élargissement de la voie.

Ainsi, afin de régulariser la situation foncière de cette parcelle, une division est intervenue. Un document de modification du parcellaire cadastral, en date du 13 février 2018 constate la division de ladite parcelle en deux nouvelles parcelles : la parcelle cadastrée section AS n°263 et la parcelle cadastrée section AS n°264, toutes deux propriétés de Monsieur et Madame OUAHCHI.

L'emprise située sur la voirie, d'une superficie de 24 m² et correspondant à la parcelle cadastrée section AS n°264, a ainsi vocation à être incorporée au domaine public de la Ville et plus particulièrement à être affectée à la rue de l'Avenir.

Les parties ont convenu d'une cession à l'euro symbolique.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AS n°264, d'une contenance de 24 m², à l'euro symbolique,
- d'affecter, suite à l'acquisition, cette parcelle au domaine public routier communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires, à l'exécution de la présente délibération.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la servitude d'alignement « A2 » de la rue de l'Avenir, figurant à l'annexe 6.1.3 du plan local d'urbanisme de Noisy-le-Sec,

Vu le document d'arpentage n°3201K émis par la direction générale des finances publiques, en date du 13 février 2018,

Vu la demande d'avis domanial de la commune de Noisy-le-Sec, en date du 22 février 2018,

Vu la réponse à la demande d'avis domanial du pôle évaluation domaniale de la direction générale des finances publiques, en date du 28 février 2018, précisant que la demande d'avis domanial se situe hors du champ réglementaire de l'évaluation domaniale,

Considérant la division de la parcelle cadastrée section AS n° 30, sise 13 rue de l'Avenir à Noisy-le-Sec, en deux parcelles, cadastrées section AS n°263 et 264,

Considérant que la parcelle nouvellement créée cadastrée section AS n°264 a été attribuée à la Ville de Noisy-le-Sec par le document d'arpentage,

Considérant la nécessité d'affecter cette parcelle au domaine public de la commune,

Considérant qu'il est, en conséquence, nécessaire pour la ville de régulariser cette division,

D É L I B È R E

Article 1 :

Une emprise de terrain d'une superficie de 24 m², cadastrée section AS n°264, issue de la division de la parcelle cadastrée section AS n° 30 et située 13 rue de l'Avenir à Noisy-le-Sec, sera acquise par la Ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Cette acquisition sera finalisée à l'euro symbolique.

Article 3 :

Les frais d'actes seront à la charge de la Ville, acquéreur du bien.

Article 4 :

Une fois l'acquisition de la parcelle cadastrée section AS n°264 réalisée, celle-ci sera affectée au domaine public routier communal.

Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée
Le Maire
Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-06

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

6 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COLLECTIVITE DE NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

La Ville de Noisy-le-Sec a choisi de se doter d'un document de références communes s'appliquant à l'ensemble du personnel communal précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de la Ville de Noisy-le-Sec.

Elle a choisi de construire ce document avec les partenaires sociaux. Ainsi, 8 réunions de travail ont été menées avec les organisations syndicales représentatives sur l'année 2017.

Le projet de règlement intérieur a été soumis à l'examen des instances consultatives de représentation du personnel. Il a pour ambition, sur la base des dispositions encadrant l'activité du personnel communal, de faire connaître et faciliter l'application des prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale, notamment en matière :

1. de dispositions générales relatives dans la Fonction Publique Territoriale ;
2. d'organisation de la vie collective dans la collectivité ;
3. de dispositions statutaires relatives à la carrière et la rémunération ;
4. de temps de travail, les absences et les congés ;
5. d'égalité professionnelle, de prévention et de sécurité au travail

Le règlement intérieur s'applique à tous les agents employés dans la collectivité, quel que soit leur statut et la durée de leur recrutement. Certains dispositifs relatifs à la carrière sont en revanche fonction de leur statut.

Le règlement intérieur est applicable dans tous les locaux de travail de la collectivité.

Il a vocation à constituer par la même occasion un véritable guide, permettant à chaque agent d'y trouver des informations utiles dans le cadre réglementaire en vigueur au sein de la collectivité, sur les droits et obligations de chacun, mais aussi du cadre plus général de la fonction publique territoriale.

Il a également vocation à outiller l'encadrement dans sa mission de gestion de proximité du personnel, en fournissant des repères et en permettant une harmonisation des pratiques.

Toute modification du document liée à une évolution législative ou réglementaire au niveau national fera l'objet d'une mise à jour communiquée aux instances représentatives du personnel, et diffusée à l'ensemble des agents. Ainsi, toute disposition qui deviendrait contraire aux dispositions légales applicables aux collectivités territoriales du fait de l'évolution de ces dernières serait caduque de plein droit.

Toute modification relative à un changement de l'organisation collective du travail propre à la collectivité fera quant à elle l'objet d'une consultation du comité technique et du CHSCT, puis soumise au vote de l'assemblée délibérante.

Ce projet a fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 6 mars 2018 qui a émis un avis favorable, et d'une consultation du CHSCT en date du 16 mars 2018 qui a également émis un avis favorable.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le règlement intérieur de la collectivité.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le Code Général des Collectivité territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité pour la Ville de Noisy-le-Sec de se doter d'un document de références communes s'appliquant à l'ensemble du personnel communal précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de la Ville de Noisy-le-Sec,

Considérant les réunions de travail menées avec les organisations syndicales représentatives sur l'année 2017,

Considérant que le projet de règlement intérieur soumis à l'examen des instances consultatives de représentation du personnel a pour ambition, sur la base des dispositions encadrant l'activité du personnel communal, de faire connaître et faciliter l'application des prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale, notamment en matière :

1. de dispositions générales relatives en vigueur dans la Fonction Publique Territoriale ;
2. d'organisation de la vie collective dans la collectivité ;
3. de dispositions statutaires relatives à la carrière et la rémunération ;
4. de temps de travail, les absences et les congés ;
5. d'égalité professionnelle, de prévention et de sécurité au travail

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 06 mars 2018,

Vu l'avis favorable du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du 16 mars 2018,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le règlement intérieur de la collectivité de la Ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Précise que le règlement intérieur s'applique à tous les agents employés dans la collectivité, quelque soit leur statut et la durée de leur recrutement.

Article 3 :

Précise que le règlement intérieur est applicable dans tous les locaux de travail de la collectivité.

Article 4 :

Précise que toute modification du document liée à une évolution législative ou réglementaire au niveau national fera l'objet d'une mise à jour communiquée aux instances représentatives du personnel, et diffusée à l'ensemble des agents. Ainsi, toute disposition du règlement intérieur qui deviendrait contraire aux dispositions légales applicables aux collectivités territoriales du fait de l'évolution de ces dernières serait caduque de plein droit.

Article 5 :

Précise que toute modification relative à un changement de l'organisation collective du travail propre à la collectivité fera quant à elle, l'objet d'une consultation du comité technique et du CHSCT, puis soumis au vote de l'assemblée délibérante.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

ID : 093-219300530-20180412-DELIB_18_04_06-DE

POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISEENS », GROUPE
« ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire





EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2018/04-07

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarra BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M

7 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE RIFSEEP POUR LES CADRES D'EMPLOIS DE LA FILIERE TECHNIQUE DES AGENTS DE MAITRISE ET DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Pour rappel, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a créé un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Il s'adresse à toutes les catégories d'emploi (A, B, C). Il rend progressivement obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2015 un cadre de référence indemnitaire unique. Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à se substituer, dans le temps, à la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la parution des textes pour chaque cadre d'emplois.

Ce nouveau régime indemnitaire est applicable aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune, ainsi qu'aux contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune.

1 – Le RIFSEEP pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux :

Ce nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) est composé de deux parties :

- Une part fixe : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Elle est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail de l'agent.
- Une part variable facultative : Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir n'est pas obligatoire et est conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

La Municipalité a déjà délibéré en date du 22 juin 2017 n°2017/06-22 pour les cadres d'emplois suivants :

- administrateurs territoriaux
- attachés territoriaux
- rédacteurs territoriaux
- adjoints administratifs territoriaux
- ATSEM
- agents sociaux territoriaux
- éducateurs territoriaux des APS
- adjoints territoriaux du patrimoine
- animateurs territoriaux
- adjoints d'animation territoriaux

Elle a décidé l'attribution d'un taux de 0 % concernant le CIA..

Depuis cette délibération, des arrêtés ministériels ont été publiés pour les cadres d'emplois de la filière technique suivants :

- agents de maîtrise territoriaux
- adjoints techniques territoriaux

Il est donc proposé aujourd'hui de basculer ces cadres d'emplois vers le RIFSEEP à compter du 1^{er} mai 2018, dans les mêmes conditions que pour les cadres d'emplois précédemment délibérés.

Pour les agents concernés, il se substituera donc au régime indemnitaire existant.

Pour information, les cadres d'emplois suivants sont toujours en attente d'une parution des arrêtés ministériels correspondant, et feront donc l'objet d'une délibération complémentaire ultérieure pour que le RIFSEEP puisse leur être attribué. Dans l'intervalle, ils conservent leur régime indemnitaire existant :

- Ingénieur en chef
- Ingénieur
- Technicien
- Bibliothécaire
- Attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Infirmier en soins généraux
- Puéricultrice
- Psychologue
- Cadre de santé infirmiers
- Technicien paramédical
- Educateur de jeunes enfants
- Auxiliaire de puériculture

Il sera donc nécessaire pour ces cadres d'emplois de délibérer à nouveau. L'objectif étant qu'à terme tous les agents de la commune bénéficient du RIFSEEP. (voir annexe)

2 – Modulation du régime indemnitaire en cas d'éloignement du service pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux :

En parallèle du projet de mise en place du RIFSEEP, la municipalité a mis en place par délibération n°2017/06-22 du 22 juin 2017 la modulation du régime indemnitaire de l'ensemble des agents en cas d'éloignement du service.

Pour rappel, le régime indemnitaire de l'ensemble des agents de la commune quelque soit leur grade est maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service (accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles), le congé enfant-malade et les mi-temps thérapeutiques.

Il prévoit que le régime indemnitaire est supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions et en cas d'absences injustifiées, sur la durée de l'exclusion, ou de l'absence injustifiée pour absence de service fait.

En cas de maladie ordinaire, le régime indemnitaire est réduit à raison de 50 % d'1/30^{ème} par jour d'absence au delà du 18^{ème} jour d'absence et supprimé en totalité par jour d'absence au-delà du 90^{ème} jour d'absence sur une année calendaire.

Au 1^{er} janvier de l'année suivante, le régime indemnitaire ne pourra être rétabli qu'en cas de reprise effective de l'agent.

Nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire	% de suppression
De 0 à 18	0 %
De 19 à 90	50 %
Au-delà de 90	100 %

Le régime indemnitaire est supprimé en totalité à raison d'1/30^{ème} par jour d'absence pour les types d'absences suivants : congés de longue maladie, les congés de longue durée et les congés de grave maladie et ce, à partir de la date de réception de l'avis favorable du Comité médical, ou de l'instance médicale compétente, et ce jusqu'à l'aptitude à la reprise.

Ces dispositions de modulation du régime indemnitaire sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018 pour tous les agents de la commune, y compris ceux dont le régime indemnitaire actuel subsiste dans l'attente de la parution des textes permettant la mise en place du RIFSEEP pour leur cadre d'emplois. Cette modulation est donc déjà applicable pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux, et continue à s'appliquer lors de leur passage en RIFSEEP.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Le régime indemnitaire est versé mensuellement sur la base d'1/12^{ème} du montant annuel individuel attribué. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

3 – Cumul du RIFSEEP avec les autres primes et indemnités pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne pourront pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
-

En revanche, le RIFSEEP est cumulable pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

Ces propositions pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux ont fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 6 mars 2018 qui a émis un avis favorable à la majorité.

Il est demandé au conseil municipal d'instaurer l'indemnité de fonctions de sujétions et de l'expertise (I.F.S.E.) pour les cadres d'emplois de la filière technique suivants, ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel, et ce, à compter du 1^{er} mai 2018 :

- agents de maîtrise territoriaux
- adjoints technique territoriaux

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88, modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 article 84,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifiée pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Vu le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du 24 décembre 2012, portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu la délibération n° 2005/12.1-024 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.E.M.P

Vu la délibération n° 2005/12.1-027 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.A.T,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale.

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 6 juin 2017 pour la mise en place du RIFSEEP pour les administrateurs territoriaux, les attachés territoriaux, les rédacteurs territoriaux, les adjoints administratifs territoriaux, les ATSEM, les agents sociaux territoriaux, les éducateurs territoriaux des APS, les adjoints territoriaux du patrimoine, les animateurs territoriaux et les adjoints d'animation territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 publié au Journal officiel du 12 août 2017 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la délibération n° 2017/06-22 du 22 juin 2017 instituant la mise à jour du régime indemnitaire dont RIFSEEP et la modulation en cas d'éloignement du service pour l'ensemble des agents de la commune pour les cadres d'emplois ayant fait l'objet d'arrêtés ministériels publiés au Journal officiel à cette date,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 6 mars 2018 pour la mise en place du RIFSEEP pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux,

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de déterminer pour ces cadres d'emplois le montant maximal par groupe, en respectant les principes de parité entre Fonction publique, et d'autoriser l'autorité territoriale à fixer ensuite par arrêté individuel, le montant attribué à chacun, dans la limite de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année,

Considérant que la collectivité a déjà délibéré, après avis du Comité technique sur le principe de mise en œuvre du RIFSEEP et pour les cadres d'emplois dont la parution des arrêtés ministériels correspondant le permettaient,

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

Considérant que la collectivité souhaite dans cette continuité mettre en place le RIFSEEP pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux,

DELIBERE

Article 1 :

Instaure l'indemnité de fonctions de sujétions et de l'expertise (I.F.S.E.) pour les cadres d'emplois de la filière technique suivants, ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel, et ce, à compter du 1^{er} mai 2018 :

- agents de maîtrise territoriaux
- adjoints technique territoriaux

Précise que pour les agents concernés, le RIFSEEP se substituera donc au régime indemnitaire existant.

Article 2 :

Précise que les bénéficiaires de l'I.F.S.E, pour les grades d'agents de maîtrise territoriaux et d'adjoints techniques territoriaux de la filière technique sont :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,

Article 3 :

Détermine les groupes de fonctions et les montants maxima figurant en annexe pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux, au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Article 4 :

Rappelle que l'I.F.S.E détermine pour chaque groupe, un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés en annexe et applicable aux fonctionnaires de l'État, conformément au principe de parité entre la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale.

Article 5 :

Détermine les modalités de réexamen du montant individuel de l'I.F.S.E pour les grades d'agents de maîtrise territoriaux et d'adjoints techniques territoriaux de la filière technique

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation....)
- en cas de changement d'emploi et évolution statutaire associée, d'une promotion interne ou avancement de grade.

Article 6 :

Décide que le CIA, complément indemnitaire annuel facultatif, est fixé à un taux d'attribution individuel à 0 %, et ce pour permettre à la municipalité de travailler sur ses dispositifs d'évaluation et de l'engagement de la manière de servir pour les grades d'agents de maîtrise territoriaux et d'adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

Article 7 :

Précise que les cadres d'emplois suivants sont toujours en attente d'une parution des arrêtés ministériels correspondants, et feront donc l'objet d'une délibération complémentaire ultérieure pour que le RIFSEEP puisse leur être attribué. Dans l'intervalle, ils conservent leur régime indemnitaire existant :

- Ingénieur en chef
- Ingénieur

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- Technicien
- Bibliothécaire
- Attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Infirmier en soins généraux
- Puéricultrice
- Psychologue
- Cadre de santé infirmiers
- Technicien paramédical
- Educateur de jeunes enfants
- Auxiliaire de puériculture

Article 8 :

Précise que L'I.F.S.E. et le C.I.A. pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne pourront pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,

En revanche, le RIFSEEP pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

Article 9 :

Rappelle que conformément à la délibération n°2017/06-22 du 22 juin 2017 le régime indemnitaire de l'ensemble des agents communaux, quel qu'en soit la nature, est modulé de la manière suivante en cas d'éloignement du service.

Le régime indemnitaire est maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service (accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles), le congé enfant-malade et les mi-temps thérapeutiques.

Le régime indemnitaire est supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions et en cas d'absences injustifiées, sur la durée de l'exclusion, ou de l'absence injustifiée pour absence de service fait.

En cas de maladie ordinaire, le régime indemnitaire est réduit à raison de 50 % d'1/30^{ème} par jour d'absence au delà du 18^{ème} jour d'absence et supprimé en totalité par jour d'absence au-delà du 90^{ème} jour d'absence sur une année calendaire.

Au 1^{er} janvier de l'année suivante, le régime indemnitaire ne pourra être rétabli qu'en cas de reprise effective de l'agent.

Nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire	% de suppression
--------------------------------------------------	------------------

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL M

De 0 à 18	0 %
De 19 à 90	50 %
Au-delà de 90	100 %

Le régime indemnitaire est supprimé en totalité à raison d'1/30^{ème} par jour d'absence pour les types d'absences suivants : congés de longue maladie, les congés de longue durée et les congés de grave maladie et ce, à partir de la date de réception de l'avis favorable du Comité médical, ou de l'instance médicale compétente, et ce jusqu'à l'aptitude à la reprise.

Ces dispositions de modulation du régime indemnitaire applicables à l'ensemble des agents sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018 conformément à la délibération n°2017/06-22 du 22 juin 2017.

Article 10 :

Les montants maxima (plafonds) peuvent évoluer selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

Article 11 :

Autorise Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel, le montant perçu par chaque agent des cadres d'emplois mentionnés à l'article 1 au titre de l'I.F.S.E, dans le respect des principes définis ci-dessus, et de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année.

Article 12 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2018 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION **10** **GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISEENS »**

POUR : **31** **MAJORITÉ MUNICIPALE**

CONTRE : **2** **Pascale Labbé, Corinne Bord**

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-08

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M

8 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière et des besoins en recrutement.

A – Les postes à créer au tableau des emplois suite à des vacances de postes et à des nécessités de recrutement sur un grade donné :

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 éducateur de jeunes enfants à temps complet pour exercer les fonctions de directrice de la crèche des découvertes suite à la fin de détachement de l'agent initialement affecté sur le poste et titulaire d'un autre grade,
- 1 adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet pour exercer les fonctions de responsable des moyens suite au décès de l'agent initialement affecté sur le poste et recruté sur un autre grade,
- 1 agent social principal de 2^{ème} classe à temps complet pour effectuer les fonctions d'ATE, l'agent recruté arrivant en mutation du CCAS ,

Direction de la cohésion sociale suite au projet de service du CMS :

- 1 médecin spécialiste radiologue à temps non complet, pour une durée de 74 heures mensuelles, soit 48 % d'un temps complet,
- 1 médecin spécialiste rhumatologue à temps non complet, pour une durée de 16 heures mensuelles, soit 11% d'un temps complet,
- 1 médecin spécialiste gynécologue à temps non complet, pour une durée de 36 heures mensuelles, soit 23% d'un temps complet,
- 1 médecin spécialiste ORL à temps non complet, pour une durée de 16 heures mensuelles, soit 11% d'un temps complet,
- 1 emploi de manipulateur radio à temps non complet, pour une durée de 87 heures mensuelles, soit 57 % d'un temps complet,

Ces durées mensuelles pourront être annualisées. Ces emplois ne faisant pas référence à un cadre d'emplois, et figurent donc selon la nomenclature en vigueur dans les emplois non cités du tableau des effectifs.

Ces emplois permanents sont rémunérés conformément à la réglementation et à la délibération existante n°2017/06-18 du 22 juin 2017.

Direction des affaires juridiques et des assemblées suite à l'évolution des besoins des services et du plan de recrutement :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chargé(e) des marchés publics. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de marchés et de commande publique.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction des affaires culturelles suite à l'évolution des besoins des services et du plan de recrutement :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chargé (e) de communication. Ce poste a pour missions principales d'assurer la conception et la mise en œuvre de la stratégie de communication, de la politique éditoriale, des relations presse et des archives du centre d'art.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Direction générale des services suite à l'évolution des besoins des services et du plan de recrutement :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de responsable ressources et financements. Ce poste a pour missions principales d'assurer, sous l'autorité du directeur général des services, l'optimisation des financements externes de la collectivité, la gestion et le suivi des subventions reçues.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Il convient de préciser que le tableau des effectifs à la date du 12 avril 2018 est annexé à la délibération et que la dépense est imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2018 et des exercices à venir.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la création des emplois listés ci-dessus.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2018/02-12 du 8 février 2018 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant les évolutions de carrière, les vacances de postes, les besoins en recrutement et la nécessité de mettre à jour le tableau des emplois permanents,

Considérant le projet de service du CMS rattaché à la direction de la cohésion sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la création des emplois ci-dessous :

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 éducateur de jeunes enfants à temps complet pour exercer les fonctions de directrice de la crèche des découvertes suite à la fin de détachement de l'agent initialement affecté sur le poste et titulaire d'un autre grade,
- 1 adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet pour exercer les fonctions de responsable des moyens suite au décès de l'agent initialement affecté sur le poste recruté sur un autre grade,
- 1 agent social principal de 2^{ème} classe à temps complet pour effectuer les fonctions d'ATE, l'agent recruté arrivant en mutation du CCAS ,

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction de la cohésion sociale :

- 1 médecin spécialiste radiologue à temps non complet, pour une durée de 74 heures mensuelles, soit 48 % d'un temps complet,
- 1 médecin spécialiste rhumatologue à temps non complet, pour une durée de 16 heures mensuelles, soit 11% d'un temps complet,

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M

- 1 médecin spécialiste gynécologue à temps non complet, pour une durée de 36 heures mensuelles, soit 23% d'un temps complet,
- 1 médecin spécialiste ORL à temps non complet, pour une durée de 16 heures mensuelles, soit 11% d'un temps complet,
- 1 emploi de manipulateur radio à temps non complet, pour une durée de 87 heures mensuelles, soit 57 % d'un temps complet,

Précise que ces durées mensuelles peuvent être annualisées. Ces emplois ne faisant pas référence à un cadre d'emplois figurent donc selon la nomenclature en vigueur dans les emplois non cités du tableau des effectifs.

Précise que ces emplois permanents à temps non complet sont rémunérés conformément à la réglementation et à la délibération existante.

Direction des affaires juridiques et des assemblées :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chargé de marchés publics. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de marchés et de commande publique.

L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure et d'une connaissance approfondie dans le domaine juridique et des marchés publics.

La rémunération sera établie entre le 1^{er} et le 12^{ème} échelon du grade d'attaché territorial,

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction des affaires culturelles :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chargé (e) de communication. Ce poste a pour missions principales d'assurer la conception et la mise en œuvre de la stratégie de communication, de la politique éditoriale, des relations presse et des archives du centre d'art.

L'agent recruté devra justifier d'un enseignement supérieur en communication ou d'une expérience dans le domaine culturel serait appréciée.

La rémunération sera établie entre le 1^{er} et le 12^{ème} échelon du grade d'attaché territorial,

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction générale des services :

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de responsable ressources et financements. Ce poste a pour missions principales d'assurer, sous l'autorité du directeur général des services, l'optimisation des financements externes de la collectivité, la gestion et le suivi des subventions reçues.

L'agent recruté devra justifier d'un diplôme de l'enseignement supérieur en finances publiques et d'une connaissance en matière de subventions et de financements externes .

La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial, Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Article 2 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 12 avril 2018 est annexé à la présente délibération.

Article 3:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2018 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISEENS »
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE, Corinne Bord

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M



EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2018/04-09

L'an deux mille dix-huit le jeudi 12 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 6 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*à partir de 20:19*), Dref MENDACI (*à partir de 19:54*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER, Olivier DELEU (*à partir de 19:52*), Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE (*à partir de 20:32*), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD (*à partir de 20:00*).

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:19
Karine SUISSA, à Souad TERKI
Olivier DELEU à Guillaume SALOMON jusqu'à 19:52
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarra BEN ALI à Nicole RIVOIRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 20:32
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Absent sans donner de mandat :

Dref MENDACI jusqu'à 19:54
Corinne BORD jusqu'à 20:00

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

9 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE**CONVENTION CAF CONCERNANT LE TIERS-PAYANT POUR LES SÉJOURS ENFANCE - JEUNESSE ORGANISÉS PAR LA VILLE**

Rapporteur : Madame Laurence CORDEAU

L'aide aux vacances, versée par la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis (aussi appelé « VACAF »), est un dispositif qui soutient financièrement l'accès aux vacances pour les familles à revenus modestes et leurs enfants.

Elle concerne les séjours d'au minimum six nuitées, organisés par un organisme agréé par la DDCS, pendant les périodes de vacances scolaires.

La CAF du 93 a mis en place un mécanisme de tiers-payant pour que les bénéficiaires de cette aide n'aient plus besoin de faire l'avance de fonds et que les prestataires (organismes agréés) puissent déduire le montant de cette aide directement de la facture des familles bénéficiaires et se faire rembourser par la CAF.

Le montant de cette aide est égale à 80 % du coût du séjour dans la limite de 15€ par jour pour les familles dont le Quotient familial est inférieur ou égal à 480€ et 10€ par jour pour les familles dont le Quotient familial est compris entre 481€ et 587€.

Les activités concernées par ce dispositif, gérées par la ville de Noisy-le-Sec, sont les séjours organisés pendant les vacances, par le service Enfance et le service Jeunesse.

La commune est déjà adhérente à ce dispositif depuis de nombreuses années mais la Caisse d'Allocations familiale souhaite renouveler les conventions avec l'ensemble des communes.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et suivants,

Considérant le projet de convention joint à cette délibération,

Considérant que certaines familles noiséennes peuvent bénéficier du dispositif « AVEL » (Aide aux vacances Enfants Locale),

Article 1 :

Autorise monsieur le maire à signer la présente convention de mise en place du dispositif de tiers payant pour l'« aide aux vacances » avec la Caisse d'Allocation Familiale de Seine-Saint-Denis.

Article 2 :

Autorise, monsieur le maire à signer, à l'avenir, pour la commune, les conventions de tiers-payant, et leurs éventuels avenants, concernant les familles, avec la Caisse d'Allocations familiales de Seine-Saint-Denis.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée
Le Maire

Laurent Rivoire

